



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/145  
19 juillet 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session

### DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA CINQUANTIÈME SESSION

EXAMEN DE LA SITUATION EXCEPTIONNELLE DE LA RÉPUBLIQUE DE  
CHINE À TAIWAN DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL, AU REGARD  
DU PRINCIPE D'UNIVERSALITÉ ET DE LA FORMULE ÉTABLIE DE  
REPRÉSENTATION PARALLÈLE, À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,  
DES PAYS QUI SONT DIVISÉS

Lettre datée du 18 juillet 1995, adressée au Secrétaire général  
par les représentants du Burkina Faso, du Costa Rica, de la  
Dominique, de la Grenade, du Guatemala, de la Guinée-Bissau,  
des Îles Salomon, du Nicaragua, du Niger, du Panama, de la  
République centrafricaine, de la République dominicaine, de  
Sainte-Lucie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et du Swaziland  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de nos gouvernements respectifs, nous avons l'honneur de vous demander, conformément à l'article 13 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, d'inscrire à l'ordre du jour de la cinquantième session de l'Assemblée générale la question intitulée "Examen de la situation exceptionnelle de la République de Chine à Taiwan dans le contexte international, au regard du principe d'universalité et de la formule établie de représentation parallèle, à l'Organisation des Nations Unies, des pays qui sont divisés". Conformément à l'article 20 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, nous joignons en annexe un mémoire explicatif (voir annexe I) et un projet de résolution (voir annexe II)<sup>1</sup>.

Le Représentant permanent du  
Burkina Faso

(Signé) Gaëtan Rimwanguiya OUEDRAOGO

Le Représentant permanent du  
Costa Rica

(Signé) Fernando BERROCAL SOTO

Le Chargé d'affaires par intérim de  
la Mission permanente de la Dominique  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Simon Paul RICHARDS

Le Représentant permanent du  
Guatemala

(Signé) Julio Armando MARTINI HERRERA

Le Représentant permanent des  
Îles Salomon

(Signé) Rex Stephen HOROI

Le Représentant permanent du  
Niger

(Signé) Adamou SEYDOU

Le Représentant permanent de la  
République centrafricaine

(Signé) Henry Koba

Le Représentant permanent de  
Sainte-Lucie

(Signé) George William ODLUM

Le Chargé d'affaires par intérim de  
la Mission permanente de la Grenade  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) George B. BRATHWAITE

Le Chargé d'affaires par intérim de  
la Mission permanente de la  
Guinée-Bissau auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

(Signé) M. Mario LOPES da ROSA

Le Représentant permanent du  
Nicaragua

(Signé) Erich VILCHEZ ASHER

Le Chargé d'affaires par intérim de  
la Mission permanente du Panama  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Ruth DECEREGA SMITH

Le Représentant permanent de la  
République dominicaine

(Signé) Alfonso CANTO

Le Représentant permanent de  
Saint-Vincent-et-les Grenadines

(Signé) Herbert G. V. YOUNG

Le Représentant permanent du  
Swaziland

(Signé) Moses Mathendele DLAMINI

Note

<sup>1</sup> Ce document est reproduit tel qu'il a été reçu. Les appellations employées n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones ou de leurs autorités.

/...

## Annexe I

### MÉMOIRE EXPLICATIF

1. L'Organisation des Nations Unies a examiné pendant 22 ans, de 1950 à 1971, la question de la représentation de deux entités politiquement dissemblables en Chine. Cette question a été examinée dans le cadre de l'affrontement politique et idéologique suscité par la guerre froide et la bipolarisation; le règlement de cette question a soulevé quelques difficultés du fait que venaient s'y ajouter des éléments juridiques, politiques et de procédure qui en compliquaient l'examen. À l'Assemblée générale, certains États préconisaient l'admission de la République populaire de Chine en tant que nouveau Membre, tandis que ce pays et ses partisans tenaient à ce que la question soit réglée sous l'angle de la représentation de la Chine. En octobre 1971, l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa vingt-sixième session, a adopté la résolution 2758 (XXVI), par laquelle elle a décidé que le siège de la Chine serait occupé par la République populaire de Chine sur le continent chinois. La République de Chine à Taiwan s'est ainsi trouvée mise en marge de l'Organisation des Nations Unies.

2. La résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale est en fait un produit de l'affrontement idéologique de la période de la guerre froide. Cette résolution ne prévoit que la représentation au niveau international du peuple chinois se trouvant sur le continent chinois, c'est-à-dire sur le territoire relevant de la juridiction de la République populaire de Chine. Elle prive de leur représentation les 21 millions de personnes se trouvant sous la juridiction de la République de Chine à Taiwan. Cette exclusion viole gravement le principe d'universalité qui est le fondement même de l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, la République de Chine à Taiwan et ses 21 millions d'habitants sont placés dans l'impossibilité de mener une vie normale au sein de la communauté internationale. En voici quelques exemples éloquentes :

a) Coopération internationale dans les domaines de l'économie, du commerce et du développement. Située au 14e rang mondial des nations commerciales et occupant la 6e place parmi les investisseurs étrangers du monde, la République de Chine à Taiwan est disposée à partager son expérience et à faire part de ses réalisations en matière de développement à la communauté internationale et a déjà offert aux pays en développement une aide financière et technique pour l'exécution de projets de développement. Depuis 1962, elle a également organisé des stages de formation professionnelle sur les thèmes suivants : agriculture, réforme agraire, techniques industrielles, commerce, développement des petites et moyennes entreprises, fiscalité, régimes douaniers et techniques scientifiques, auxquels ont participé environ 7 500 stagiaires de 80 pays. Malgré cela, la République de Chine à Taiwan est toujours dans l'impossibilité de s'associer aux nombreux programmes de développement parrainés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de faire partie du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

b) Coopération internationale en matière de droits de l'homme. La République de Chine à Taiwan a été empêchée de participer aux activités internationales concernant les droits de l'homme, telles que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui a eu lieu en 1993 à Vienne, et a été tenue à l'écart de la rédaction de plusieurs conventions sur les droits de

/...

l'homme ou s'est vu interdire d'y adhérer, comme dans le cas de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en 1979, et de la Convention sur les droits de l'enfant, en 1989. C'est ainsi que le droit fondamental des 21 millions d'habitants de la République de Chine à Taiwan à participer aux activités internationales et à être partie aux conventions sur les droits de l'homme n'a jamais été reconnu;

c) Secours en cas de catastrophe et aide humanitaire au niveau international. La République de Chine à Taiwan a participé activement aux opérations internationales de secours en cas de catastrophe et d'aide humanitaire. Entre juillet 1990 et mars 1995, la République de Chine à Taiwan a fourni, directement ou indirectement, des secours et une aide de ce type à plus de 60 pays pour un montant de 124 millions de dollars. Toutefois, la République de Chine à Taiwan est toujours dans l'impossibilité de participer aux opérations des institutions des Nations Unies telles que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF);

d) Protection de l'environnement, développement durable et actions multilatérales contre la drogue. La République de Chine à Taiwan a été empêchée de devenir partie contractante aux conventions internationales sur la protection et la préservation de l'environnement, telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. La République de Chine à Taiwan a pris des mesures de protection et de préservation de l'environnement conformément à ces conventions, mais a été contrainte de vivre sous la menace des sanctions commerciales imposées par le Protocole. En outre, la République de Chine à Taiwan se conforme aux principes et à l'esprit de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, et est prête à jouer un rôle plus actif dans la campagne internationale contre l'abus et le trafic des drogues. Mais elle ne peut ni devenir partie à la Convention ni participer aux activités qui en découlent.

3. La résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale ne constitue pas une solution complète, raisonnable et équitable du problème de la représentation du peuple chinois à l'Organisation des Nations Unies, né de la division de la Chine en 1949, le pays étant toujours coupé en deux, près d'un demi-siècle plus tard. La division de la Chine a pour origine l'établissement de la République populaire de Chine sur le continent chinois par les communistes chinois en 1949, alors que la République de Chine à Taiwan, créée en 1912, a établi son gouvernement à Taiwan et a continué depuis d'exercer effectivement son pouvoir sur ses territoires : Taiwan, Penghu (Pescadores), Kinmen (Quemoy) et Matsu. La République de Chine à Taiwan est aujourd'hui une entité politique et juridique indépendante, dotée d'un régime de gouvernement démocratique et de ses propres institutions, lois et mécanismes de sécurité et de défense; tous ces éléments distinguent la République de Chine à Taiwan de la République populaire de Chine sur le continent chinois et en font deux entités politiques séparées mais égales. Chacune d'elles a établi des relations diplomatiques et commerciales avec des pays du monde entier et exerce sa juridiction exclusive et entière sur un territoire particulier et distinct. Bien que la division de la Chine soit regrettable pour tous les Chinois, on ne peut guère encore savoir à quel moment

et dans quelles conditions la Chine sera réunifiée. Avant l'unification de la Chine, les deux entités politiques indépendantes de part et d'autre du détroit de Taiwan devraient se respecter mutuellement au sein de la communauté internationale et ensemble, sur un pied d'égalité, faire partie des organisations internationales et participer à leurs activités. Ce respect mutuel contribuera à l'instauration progressive de la confiance entre les deux parties et créera un environnement favorable à l'unification de la Chine.

4. À l'Organisation des Nations Unies, il existe des précédents concernant la représentation parallèle de pays divisés. Les anciennes Allemagne de l'Est et Allemagne de l'Ouest ainsi que la Corée du Nord et la Corée du Sud ont été admises simultanément à l'Organisation des Nations Unies. Dans le premier cas, celui de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest, l'unification nationale a été réalisée en 1990, ce qui montre bien que la représentation parallèle à l'ONU de pays divisés n'empêche pas, le moment venu, l'unification des parties considérées. Au contraire, elle peut aider à rétablir la confiance mutuelle. À l'heure actuelle, la République de Chine à Taiwan et la République populaire de Chine sont membres à part entière de la Banque asiatique de développement et du Conseil de coopération économique Asie-Pacifique. Elles ont toutes deux qualité d'observateur représentant des territoires distincts au GATT, avec lequel elles négocient actuellement, simultanément, leur adhésion. Lorsque cela sera fait, elles deviendront membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La communauté internationale devrait par conséquent encourager et appuyer la représentation parallèle des pays divisés à l'Organisation des Nations Unies et dans les autres organisations internationales.

5. Après les horreurs et les massacres de la seconde guerre mondiale, les nations ont décidé de créer l'Organisation des Nations Unies, qui avait pour mission de réparer les injustices du passé et d'empêcher toute nouvelle tragédie. Voilà 50 ans, les nations fondatrices de l'Organisation, dont la République de Chine, ont conclu un pacte afin de préserver les générations futures du fléau de la guerre et de proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme. Alors qu'elle venait à peine de dépasser sa vingt-cinquième année d'existence, l'Organisation des Nations Unies a décidé, en 1971, d'exclure de ses rangs le peuple de la République de Chine à Taiwan. Vingt-cinq ans plus tard, alors que l'ONU célèbre son cinquantième anniversaire, les 21 millions d'habitants que compte la République de Chine à Taiwan restent non représentés au sein de l'Organisation. La participation de la République de Chine à Taiwan aux travaux de l'Organisation soulève une question cruciale, à savoir l'intégrité de l'ONU et sa viabilité à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Intégrité, parce que les droits fondamentaux collectifs de 21 millions de personnes méritent le respect, et viabilité, car l'Organisation a besoin de tous les peuples de la Terre pour relever les défis complexes qui se posent à elle en cette période d'après guerre froide. La pleine participation de la République de Chine à Taiwan aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et aux programmes multilatéraux des organismes des Nations Unies ne pourrait que jouer en faveur de la promotion de la paix et de la prospérité internationales.

6. En 1993 et en 1994, les représentants de 7 et de 12 pays, respectivement, ont demandé dans deux lettres, dont ils étaient tous cosignataires, adressées au Secrétaire général (A/48/191 et A/49/144) que l'Assemblée générale examine la situation exceptionnelle de la République de Chine à Taiwan et sa représentation

/...

à l'Organisation des Nations Unies; ils proposaient en outre d'établir un comité spécial chargé d'étudier cette question. Cette proposition n'était qu'un moyen de procéder pour demander aux États Membres d'analyser la question dans une perspective tenant vraiment compte de la réalité et dans un esprit ouvert. Elle ne sous-entend aucune position prédéterminée. L'Organisation des Nations Unies, en tant qu'instance ouverte à tous, doit pouvoir examiner toute question qui se pose au sein de la communauté internationale. La diplomatie préventive pose pour principe que l'utilisation la plus souhaitable et la plus efficace de la diplomatie est d'atténuer les tensions avant qu'elles n'aboutissent à un conflit. L'examen de la situation de la République de Chine à Taiwan par l'Organisation des Nations Unies est entièrement conforme aux principes et à l'esprit de la diplomatie préventive. Toutefois, la question dont l'examen était proposé n'a été inscrite ni à l'ordre du jour de la quarante-huitième ni à celui de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale. Étant donné que le problème reste entier, les États Membres de l'Organisation devraient examiner dès que possible les avantages que comporterait, à l'échelle mondiale, la création d'un comité spécial qui procéderait à une analyse approfondie, sous tous ses aspects, de la situation exceptionnelle de la République de Chine à Taiwan et de ses ramifications futures pour l'Organisation et pour la planète tout entière.

Annexe II

PROJET DE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2758 (XXVI) du 25 octobre 1971 relative à la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies et rappelant que depuis lors, par suite de cette résolution, la République de Chine à Taiwan ne fait pas partie de l'Organisation,

Considérant que la République de Chine à Taiwan est un membre responsable de la communauté internationale, doté d'un régime politique stable et d'une économie dynamique, et qu'il serait de l'intérêt de la communauté internationale qu'elle fasse partie de l'Organisation des Nations Unies,

Affirmant qu'il est nécessaire que soient pleinement reconnus et respectés les droits fondamentaux des 21 millions de Chinois organisés politiquement en tant que République de Chine sur les territoires de Taiwan, Penghu (Pescadores), Kinmen (Quemoy) et Matsu,

Prenant note des déclarations du Gouvernement de la République de Chine à Taiwan selon lesquelles il accepte les obligations inscrites dans la Charte des Nations Unies et entend contribuer à promouvoir et à maintenir la paix et la sécurité internationales,

Convaincue de la nécessité de trouver, conformément à l'esprit de la Charte et au principe d'universalité, une solution pacifique et volontaire à la problématique de la République de Chine à Taiwan dans le cadre des Nations Unies,

1. Décide d'établir un comité spécial qui sera composé de ... États Membres, désignés par l'Assemblée générale, et aura pour mandat d'effectuer une analyse complète de cette situation exceptionnelle sous tous ses aspects, et de lui soumettre lors de sa cinquante et unième session les recommandations qu'il jugera utiles;

2. Prie instamment tous les États Membres de l'Organisation d'aider le comité à s'acquitter de son mandat.

-----